Le parc des Docks à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Entre passé industriel et écologisation du site : quel héritage humain et pédologique ?

The docklands park at Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), between an industrial past and an ecological future. What human heritage and what heritage in the soil?

Élisabeth Rémy, Marine Canavese, Nathalie Berthier et Yves Petit-Berghem

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/19018>

DOI : 10.4000/insitu.19018

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Élisabeth Rémy, Marine Canavese, Nathalie Berthier et Yves Petit-Berghem, « Le parc des Docks à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Entre passé industriel et écologisation du site : quel héritage humain et pédologique ? », *In Situ* [En ligne], 37 | 2018, mis en ligne le 13 décembre 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/19018> ; DOI : 10.4000/insitu.19018

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Le parc des Docks à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Entre passé industriel et écologisation du site : quel héritage humain et pédologique ?

The docklands park at Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), between an industrial past and an ecological future. What human heritage and what heritage in the soil?

Élisabeth Rémy, Marine Canavese, Nathalie Berthier et Yves Petit-Berghem

Introduction

- 1 À l'échelle des quartiers, le label « ÉcoQuartier¹ » est présenté comme une opportunité pour s'engager dans un nouveau type de projet urbain afin de répondre aux enjeux de développement durable² ; il s'appuie sur des projets intégrés de reconquête urbaine d'envergure alliant une gouvernance plus proche à la fois des réalités des territoires et des citoyens. Il s'agit d'aménager un cadre de vie faisant une large place à la mixité sociale des quartiers, au développement économique, à la mobilité et à la préservation des ressources naturelles. Les projets de jardinage urbain, à l'initiative des pouvoirs publics et des aménageurs, sont de plus en plus présents dans ce type d'aménagement.
- 2 Ces projets de jardinage sont aussi pour les territoires le moyen de valoriser le patrimoine local. Mais qu'en est-il lorsque plusieurs formes de jardins collectifs s'invitent sur un même projet d'aménagement ? Comment concilier la renaturation d'une friche industrielle polluée et la mémoire des lieux liée à un passé industriel qui n'est pas communément partagé ?

- 3 Cette recherche s'inscrit dans ces questionnements et sonde un territoire dont la transformation a été spectaculaire avec l'inauguration d'un grand parc, il y a environ quatre ans. Dans un contexte fortement urbanisé, ce territoire est historiquement lié à son passé industriel. La Ville a donc entrepris d'y développer un écoquartier de 100 hectares, soit le quart de la superficie de la commune, avec la volonté affirmée de restituer ce territoire aux habitants et de relier à nouveau le centre-ville à la Seine grâce à un parc de 12 hectares en bord du fleuve. Au sein du parc, l'activité de jardinage est importante ; elle se situe dans le secteur nommé « l'île des partages », accessible aux personnes handicapées. Les liens et dynamiques décrits ci-après ne préjugent en rien des évolutions futures et sont une photographie des synergies observées au bout de deux ans de fonctionnement. Comme l'ont montré de précédents travaux³, les projets de jardins sont en constante évolution et les jardins, des lieux en constante expérimentation et adaptation.
- 4 Nous définirons ici le terme « jardins collectifs » comme désignant des jardins de forme, de nature et de fonctionnement fort différents, ce qui rassemble les jardins familiaux (les seuls à posséder une définition juridique⁴), les jardins partagés, les jardins pédagogiques ou thérapeutiques (qui accueillent des enfants pour les premiers, des personnes souffrant d'un handicap ou d'une maladie pour les seconds) et les jardins d'insertion destinés à la réinsertion de personnes en difficulté sociale ou professionnelle. Seront examinées ces différentes formes d'engagement sur un cas particulier de jardins collectifs (jardins partagés et jardins familiaux) au sein d'un écoquartier labellisé en 2009 : jardins partagés⁵ portés par la collectivité et conçus comme un lieu de partage et de rencontre, jardins familiaux vus comme des héritages historiques permettant de préserver une trace du passé industriel du site.
- 5 Les jardins partagés ont souvent une fonction sociale mise en avant par les instances gérantes ou les concepteurs mais les jardiniers peuvent la vivre différemment car cette fonction est extrêmement complexe⁶. Après deux ans d'existence, comment se vit cette mixité de jardins et d'habitants voulue par la collectivité ? Quels liens entre les jardiniers des jardins partagés, les jardiniers des anciens jardins familiaux, les nouveaux résidents et ceux qui travaillent dans les usines reconverties en bureaux ? Quel rôle joue le monde associatif dans cette transformation sociale et spatiale ? Comment se répartissent les usages et les habitudes de vie au sein de cet écoquartier qui comprend deux types de jardins, un espace de promenade, des aires de pique-nique et de jeux pour enfants ? Quelles sont les dynamiques sociales et spatiales de ce quartier urbain en renouvellement et comment se manifeste la question de la qualité des sols en lien avec la pratique jardinière ?
- 6 De nombreux débats ont lieu autour de la notion de mixité sociale, perçue comme floue et ambiguë, et dont la principale réponse administrative se limite souvent à une réponse spatiale et de diversification de l'habitat⁷. Or, la demande du droit à la ville n'est pas celle de vivre dans un quartier socialement et ethniquement hétérogène, c'est la demande de pouvoir choisir son lieu de vie et d'avoir accès aux transports, aux équipements, aux services⁸. Nous proposons donc de bâtir notre analyse de la mixité sociale dans les jardins collectifs à partir d'un questionnaire sur deux critères définis par AITEC, à savoir : (1) la cohabitation sur un même territoire de collectifs aux caractéristiques diverses⁹, (2) une répartition plus équilibrée des populations. Quels effets de cette politique volontariste constate-t-on lorsque l'on croise et confronte les regards issus, d'une part, des discours

publics et des mesures mises en œuvre (collectivités, fédérations, associations) et d'autre part, des résultats d'enquête sur le quotidien des usagers des jardins et du parc alentour ?

- 7 Notre second questionnaire porte sur la place de l'héritage industriel. Les activités industrielles ont pu contribuer à une dégradation de la qualité des sols urbains et des jardins peuvent concentrer des éléments traces (plomb, zinc, arsenic, cadmium) souvent supérieurs aux valeurs mesurées habituellement dans les terres agricoles réputées non contaminées. Dès lors, comment le parc de Saint-Ouen, sans tourner le dos à son histoire, peut-il (ou non) concilier des pratiques écologiques de jardinage et une qualité du sol résultant d'un lourd passé industriel en redonnant un sens à cet espace vers la compréhension des enjeux urbains contemporains ?
- 8 Nos enquêtes ont été réalisées à partir de 17 entretiens semi-directifs, réalisés entre 2013 et 2015 auprès de représentants des collectivités, d'aménageurs, de présidents d'associations, fédérations mais aussi, des jardiniers et riverains. Des allées et venues spontanées dans l'écoquartier ont permis d'observer les dynamiques sociales et spatiales sur cet espace. Après avoir présenté le site et recontextualisé les enjeux liés à la coexistence de plusieurs formes de jardins collectifs, les résultats et principaux enseignements du travail d'enquête sont présentés en veillant à garder une distance réflexive à l'égard de nos propres représentations. Enfin, une discussion plus large est lancée sur les différentes formes d'appropriation (ou non) des divers publics concernés vis-à-vis des conceptions formulées dans le projet d'écoquartier, et sur la question de la qualité des sols, qui resurgit à la faveur de l'aménagement et de la mémoire des lieux, plus ou moins partagée par les usagers du parc.

L'aménagement du parc des Docks à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) : pour quels jardins ?

- 9 Le territoire des Docks à Saint-Ouen est historiquement lié à son passé industriel. Aujourd'hui, l'un des enjeux majeurs est de donner au site un nouvel avenir qui tienne compte de son héritage historique. La Ville a donc entrepris d'y développer un écoquartier avec un programme immobilier de 878 000 m² comportant des logements, des bureaux, des commerces, des équipements publics et collectifs et bénéficiant d'une situation exceptionnelle en bordure de la Seine. Si cette position stratégique vient conforter l'objectif de renforcer la dynamique économique et l'attractivité du quartier des Docks, elle est aussi idéale pour repenser la nature en ville et reconfigurer un cadre environnemental que l'on veut exemplaire et innovant en matière de qualité urbaine.
- 10 Le parc a vocation à renouer avec la Seine dans l'ensemble de ses composantes : écologique, paysagère et économique. Il s'agit de garantir l'exemplarité environnementale en s'inscrivant parfaitement dans un territoire en transition écologique : soin apporté aux matériaux, aux logements (certifiés HQE)¹⁰, à la qualité environnementale (réduction des risques et des pollutions) et paysagère (corridors végétaux, espaces de promenade aux abords du fleuve accessibles aux personnes en situation de handicap). Le parc doit permettre aux Audoniens de se réapproprier le fleuve tout en assurant une diversité fonctionnelle et sociale, inscrite dans la continuité urbaine. Le programme de l'opération prévoit d'ici 2025 sur le site 10 000 nouveaux habitants (20 % de la population) et 10 000 emplois (30 % du nombre d'emplois de la commune). Ce parc s'inscrit dans la ZAC des Docks ; ouvert en 2014, il offre à la population

un cadre environnemental rare dans la première couronne de l'agglomération parisienne : de larges allées arborées, une grande pelouse, une serre pédagogique, un rucher, des aires de jeux, le tout circonscrit par des bassins ; un aménagement que l'on présente harmonieux, mariant le vert et le bleu, et redessinant la trame urbaine au cœur de la première boucle de la Seine.

- 11 Dans ce vaste espace public qui a désormais vocation à être restitué aux habitants, l'activité de jardinage se situe dans un secteur de 5 000 m² au sein du parc nommé « l'île des partages » (fig. 1).

Figure 1

Le secteur de « l'île des partages » dans l'emprise de la commune, en bord de Seine.

© Cerema Île-de-France.

- 12 Cet ensemble représente a priori la plus grande surface de jardinage « récente » de la petite couronne. Elle est accessible aux personnes handicapées. Les jardins partagés et familiaux sont conçus par la collectivité comme « un lieu de rencontre et de partage [...] propice aux discussions et « papotages » sur les légumes et la nature ; ils visent, entre autres, à favoriser, maintenir la biodiversité et accompagner les pratiques éducatives et de partage liées au jardinage¹¹ ». Sont ainsi localisés et volontairement « mélangés » sur l'île des partages deux types d'activités de jardinage, chacun ayant sa propre histoire, culture et organisation :
- 13 - des **jardins familiaux** (anciens jardins ouvriers d'Alsthom) avec des parcelles allant de 60 m² à 100 m² par famille pour les anciens jardins ouvriers de l'usine historique. Ceux-ci se regroupent en association des « jardins ouvriers de Saint-Ouen » et se mobilisent en 2005 pour que les jardins soient maintenus dans le projet d'aménagement du parc. En 2014, une convention de mise à disposition des terrains à titre gratuit est passée entre l'association et la mairie. Elle a pour objectif de « favoriser, maintenir la biodiversité et accompagner les pratiques éducatives et de partages liées au jardinage ». L'association

doit adhérer par ailleurs pleinement au règlement intérieur de l'île des partages. Les jardiniers sont pour la plupart masculins, âgés et ouvriers, bien qu'il y ait quelques femmes et que 3 ou 4 nouveaux employés encore en activité aient rejoint récemment l'association. Par leur histoire et leur culture, ces jardiniers font preuve d'un attachement particulier à leurs parcelles, qui peut se traduire par un sentiment de propriété ; en témoignent les fines barrières délimitant leurs espaces.

- 14 - des **jardins partagés** regroupant, entre autres, des parcelles collectives¹² pour les habitants de la ville, d'une surface moyenne de 8 m². Contrairement aux jardins familiaux, les jardiniers entretenant ces espaces n'ont pas de liens directs et particuliers avec l'histoire du site. Des parcelles partagées sont mises à disposition d'un groupe de personnes désignées par la mairie en fonction de leurs adresses postales, en séparant volontairement les voisins. À elles de décider comment elles veulent s'organiser pour le jardinage – en parcelles individuelles ou en partage ; à elles aussi de décider comment organiser les récoltes. Le courrier valant convention n'instaure pas de modèle de jardinage figé dans l'espace, et c'est en cela que le Grand Parc est vraiment original (environ 120 jardiniers), mais il préconise des pratiques respectueuses de l'environnement (interdiction des pesticides...). Concrètement, on remarque qu'une grande partie des parcelles partagées sont redécoupées par les jardiniers entre eux en parcelles individuelles, ce qui rompt avec l'idée du partage telle qu'elle a pu être imaginée par la mairie ou le concepteur des jardins, avec des cheminements collectifs et parfois, une « mini-parcelle » qui peut être gérée collectivement.
- 15 Afin de créer du lien social, « l'île des partages » se veut un lieu de rencontre et d'échange : le rucher et une serre pédagogique proposent des activités destinées aux crèches, écoles, associations et accueillent des expositions. Cet espace innovant en Île-de-France est ouvert aux jardiniers pour les bouturages ou divers ateliers autour du jardinage.
- 16 Lors d'une première approche sur le site, les premiers entretiens que nous avons réalisés auprès des jardiniers et passants montrent que les différentes catégories socioprofessionnelles et socio-culturelles se côtoient peu : les anciens et nouveaux/futurs habitants, les anciens et actuels employés de l'usine aujourd'hui transformée en bureaux, les personnes à la retraite ou encore les enfants fréquentent des micro-espaces différents au sein du parc.
- 17 Un retour sur l'historique du site et les opérations réalisées permet de mieux comprendre la situation actuelle et les enjeux qui se dessinent pour l'avenir.
- 18 L'aménagement du site ne s'est pas fait sans tensions. Les principales étapes du projet sont représentées sur la figure 2 (**fig. 2**).

Figure 2

Chronologie du projet.

© Cerema Île-de-France.

- 19 Il est bon de rappeler que l'industrialisation du XIX^e siècle a entraîné en Seine-Saint-Denis une profonde mutation du territoire : la grande plaine maraîchère a cédé la place aux sites industriels dotés de jardins ouvriers. Le site d'Alstom en est le témoin. La culture populaire et plutôt ouvrière de la commune et, au-delà, des départements voisins (les ouvriers n'habitant pas forcément la commune), est fortement liée aux jardins ouvriers qui représentaient sur le site d'Alstom environ 108 parcelles « privées » (d'environ 100 m² ou plus chacune), gérées par le comité d'entreprise. Lors de la vente des terrains d'Alstom, les jardiniers se sont fortement mobilisés (formation de l'association « Les jardins ouvriers de Saint-Ouen », manifestations, articles de presse...) ¹³ pour maintenir « leur » jardin, comme le rappelle un jardinier : « On a fait la guerre pendant 9 ans parce qu'ils voulaient nous virer comme des malpropres. Ils ont mis des Caterpillar pour détruire tout et puis nous, on n'a pas démissionné. » Lorsque la mairie rachète les terrains à Nexity, elle soutient finalement le projet en mettant en avant l'importance de préserver une trace du passé industriel du site tout en souhaitant faire évoluer les jardins ouvriers vers un espace public ouvert à tous (**voir fig. 2**). Elle s'engage notamment à mettre en valeur, dans les espaces permanents, l'histoire des jardins ouvriers et à implanter une borne historique, conformément à la convention de mise à disposition des terrains.
- 20 L'implication du collectif de jardiniers dans le processus de décision a donc permis de faire évoluer le projet d'aménagement initial de l'aménageur car ce dernier ne prévoyait pas le maintien des jardins. Des compromis ont été trouvés pour satisfaire le plus grand nombre, permettant de passer de jardins d'un statut « privé » ¹⁴ à des jardins « publics » ouverts à la population (propriété de la Ville) : pas d'interruption de jardinage pendant les travaux grâce aux déménagements successifs des parcelles sur plusieurs sites temporaires, diminution et ouverture de la taille des parcelles, surface minimale de 2 000 m² pour l'association.
- 21 Ces compromis ont eu des conséquences socio-spatiales sur le site, avec une reconfiguration de la taille et de l'accès aux jardins. En effet, la présence historique des jardins ouvriers a eu un double impact en provoquant une réduction du nombre de parcelles familiales initialement prévu mais en offrant aussi la possibilité d'ouvrir

l'activité de jardinage aux habitants qui n'avaient pas accès à des parcelles de jardin. Ce projet n'aurait peut-être pas vu le jour si les jardins familiaux n'avaient pas existé, ce qui fit dire à ce jardinier : « C'est grâce à nous qu'ils [les jardins partagés] sont là. » Même si, comme nous allons le voir, d'autres lignes de partage se sont formées au sein du parc. En effet, cette évolution d'un jardin familial vers une « île des partages », souhaitée par la collectivité, ne semble pas se faire sans quelques difficultés, à l'image de ce qui est aussi observé dans d'autres jardins familiaux en milieu urbain dense (comme l'attestent les nombreuses discussions sur les barrières).

Des jardins que l'on partage aux jardins qui partagent

- 22 L'histoire du site est aussi celle de ses jardins ouvriers, dont la fonction alimentaire perd plus ou moins son importance au fil des années au profit d'une occupation récréative et ludique des lieux¹⁵. Certes, les jardins sont un activateur social et écologique et sont emblématiques des espaces collectifs d'un urbanisme durable, mais sont-ils ici un moyen de renouer avec la terre et de se réapproprier des savoirs anciens ?
- 23 La façon dont le gestionnaire du site voit les jardins partagés et familiaux met clairement en avant la mixité sociale :

Vous avez quatre entrées pour les jardins. Ici, par exemple, une première entrée est une entrée sanitaire : c'est-à-dire qu'une heure passée à jardiner est mieux qu'une heure passée en salle de sport. Ensuite vous avez une deuxième entrée, celle de la production alimentaire : les seuls fruits et légumes mangés sont ceux qui sont produits ici. Ensuite, vous avez la dimension écologique, on est dans un parc intégralement sans pesticides. Les pratiques des jardins ouvriers ont changé parce qu'ils mettaient des pesticides. Et la dernière dimension, c'est le lien social, le fait de jardiner avec des gens qui ne vous « ressemblent » pas, qui peuvent avoir un âge différent, une place sociale différente, un quartier différent, des centres d'intérêt différents... Très sincèrement, dans nos activités aux uns et aux autres, c'est très rare de côtoyer des gens qui ne nous ressemblent pas.
- 24 Toutefois, dans un écoquartier où le jardinier ne participe que très ponctuellement à la conception et aux découpages parcellaires, re-questionner la forme (le dessin, lien avec la création) des jardins et leur fonctionnement a du sens car les jardins ne sont pas des enclos figés et les jardiniers ont besoin de s'approprier un bout de parcelle et de faire partager leurs croyances et leurs idéaux. Si ce partage doit aller dans le sens d'un retour à l'équilibre entre les exigences de la pratique jardinière et les forces productives du sol, il devrait aussi contribuer à favoriser les liens intergénérationnels et dépasser les frontières. Cependant, œuvrer dans cette direction n'est pas chose aisée quand on sait que les jardiniers constituent une « communauté » très hétérogène, ayant des sensibilités très variables aux questions environnementales.
- 25 Tout d'abord, ces différents jardins (partagés, familiaux), s'ils sont proches spatialement, ne laissent rien deviner des formes de relations qu'entretiennent ces habitants les uns avec les autres ni des relations qu'ils entretiennent avec les autres usagers du parc¹⁶. Lors de nos enquêtes, nous avons été attentifs à la constitution des relations dedans/dehors par les liens matériels, visuels et sociaux qui se nouent dans ce type de jardins collectifs¹⁷. Selon leurs emplacements et leurs formes, les cheminements et les clôtures au sein des jardins vont en effet plus ou moins favoriser les rencontres et les échanges entre jardiniers et le dialogue entre les jardiniers et le monde extérieur. En ce sens, la taille et la configuration des parcelles, leur agencement, les bordures, imposées ou libres, entre les

parcelles (fleuries, arbustives, pots, grillage, etc.), les cheminements, les clôtures et leur degré d'ouverture sur l'extérieur (jardins ouverts au sein d'un parc, tables de pique-nique à proximité, etc.), tous ces éléments vont modeler l'espace intérieur et extérieur du jardin et ses modalités d'appropriation spatiale et sociale par les jardiniers et les promeneurs. C'est ainsi que des espaces communs et des espaces plus individualisés se forment à l'intérieur même d'un jardin, suscitant ou non des moments de convivialité. La frontière soude un collectif et exclut à la fois. Celle-ci est à géométrie variable, comme en témoigne un employé actuel : « Je travaille chez Alstom, là. Tous les midis, je fais un tour du parc. En passant, je ne discute pas particulièrement avec les jardiniers, ça ne fait pas particulièrement du lien. Ce qui est dommage, c'est que les tables de pique-nique ont été réduites » ; ou encore, ce jardinier : « Les personnes qui parlent, c'est plutôt des personnes qui sont en balade, mais ceux qui pique-niquent (les gens qui travaillent dans les bureaux) ne parlent pas. Par exemple, un petit vieux qui ne sait pas quoi faire, il vient jusque-là et il discute. Ils peuvent entrer et moi ça ne me dérange pas. » Et enfin, cet autre jardinier : « Non, on n'a pas de rapports. Ce sont des employés qui viennent manger ici. Ils amènent leur nourriture. »

- 26 Les relations entre jardiniers ne vont pas de soi. Si, au sein d'une parcelle partagée, les échanges peuvent être agréables : « Entre les jardiniers, oui, on discute. Il faut bien passer le temps », des tensions peuvent aussi apparaître : « Il refuse le dialogue et hélas, on est juste à côté. Lui, il arrive avec un grand sourire hypocrite, moi je ne peux pas, je lui dis bonjour mais je ne peux pas sourire. Elle, elle dit beaucoup de méchancetés de lui mais il arrive toujours avec un sourire énorme. »
- 27 Si les jardins partagés et familiaux sont conçus par la collectivité comme « un lieu de rencontre et de partage » en séparant, comme on l'a vu, volontairement les voisins, nous remarquons qu'une grande partie des parcelles partagées sont redécoupées en parcelles individuelles, ce qui rompt avec l'idée du partage telle qu'elle a pu être imaginée par la mairie ou le concepteur des jardins. Plus encore, ceux qui cultivent ensemble, comme dans le cas présent, se connaissent au préalable : « Soit vous faites des choses en commun, soit vous cultivez individuellement dans votre parcelle. Par exemple, là-bas, ils mettent tout en commun. Ils se connaissent (présentation de la parcelle réellement partagée). Moi, j'ai deux petites parcelles (sur une parcelle partagée) et eux ont une grande ».
- 28 Les jardins du Grand Parc de Saint-Ouen pourraient-ils contribuer à réintroduire un « patrimoine jardinier » ? Et lequel ? Cela pourrait consister à renouer avec des pratiques associées à des paysages qui aujourd'hui n'existent plus mais dont la mémoire est encore partiellement vivante. Les habitants qui ont encore la mémoire des lieux n'ont pas oublié que la terre produisait des légumes mais sans savoir pour autant quelle était leur qualité... L'écoquartier a commencé par faire table rase du sol qu'il cultivait. D'où les tensions avec ces jardins ouvriers que les concepteurs voulaient rayer de la carte, sans doute dans la perspective de tourner le dos à cet usage ancien qui aujourd'hui fait débat¹⁸¹⁹. Reconvertir ces espaces oblige alors à s'intéresser aux usages passés et aux pollutions qu'ils ont pu subir au fil du temps. En ce sens, l'histoire maraîchère est aussi à étudier de près, compte tenu des « boues » que ces terres ont reçues au fil des siècles, sans oublier l'emploi de pesticides. Finalement, on est en droit de se demander si le projet d'écoquartier vise une recherche d'authenticité ou si au contraire, ce verdissement n'a pas pour conséquence de faire oublier l'histoire des lieux.

Discussion

De l'ingénierie aménagiste à l'appropriation (ou non) des différents publics

- 29 En théorie, un écoquartier répond à des objectifs écologiques standardisés (trier et composter ses déchets, manger du bio et du local, économiser l'eau, choisir des matériaux écologiques et des plantes selon des critères très stricts...) et engendre une sorte de normalisation comportementale autour d'un corps et d'un esprit sain où chaque individu doit être responsable de ses actes et de ses pratiques obligatoirement écoresponsables. Dans ce cadre très normé, les jardins sont l'expression de la mise en ordre et d'une morale hygiéniste²⁰ afin que chaque habitant soit incité à rectifier ses mauvaises habitudes et à se différencier des manières d'habiter classiques, déclarées par le politique comme non responsables. Cette standardisation va de pair avec la politisation des écoquartiers et de la saisie politique et instrumentale des jardins : ceux-ci doivent être des vitrines des actions urbaines menées, notamment du point de vue des collectivités. Ces dernières imposent par la norme (cahier des charges, convention...) un sens jardinier de la durabilité urbaine et proposent leur aide sous différentes formes (appui technique pour la création ou l'entretien, fourniture d'équipements et de matériels, animations pédagogiques...). La politisation s'accompagne d'un discours de promotion jardinière propre à l'ingénierie de développement (en agronomie ou en urbanisme) très liée à des politiques publiques²¹ et aux instruments politico-urbanistiques locaux qui en influencent les orientations²². Servant des intérêts particuliers et sans faire l'objet de débat public, les jardins s'insèrent dans une rhétorique de valorisation, tantôt de la « Nature en ville », tantôt de « l'agriculture urbaine », qui sert de base discursive de légitimation pour ses différents promoteurs. En écartant ou en minimisant la question sociale et les interactions entre élus, opérateurs, habitants et territoire, l'action publique locale nivelle un discours qui conforte la mise en scène urbaine du développement durable²³. Or, dans la pratique, ce discours jardinier est souvent beaucoup plus complexe car la communauté jardinière traduit aussi des façons différentes de s'approprier un lieu que l'injonction publique déterritorialise par la « technologisation ingénieriale » et la « normation ». Le problème est que l'écoquartier n'invente pas un lieu, il ne fait que végétaliser un espace ou réaffecter un site en lui donnant une structure et une fonction différentes de celles de l'état originel. L'état antérieur n'est toutefois pas anodin puisqu'il s'agit d'un important site industriel. Le combat des anciens usagers des jardins ouvriers a porté sur la nouvelle affectation qui avait comme conséquence de gommer toute trace du passé. Ces habitants se sont mobilisés pour faire du legs du passé un héritage vivant pour l'avenir. Mais ce n'était pas le cas des nouveaux jardiniers, ceux des jardins partagés, qui ignorent cet héritage. On mesure ici la difficulté de re-territorialiser un espace lorsqu'on lisse « la parole habitante » dans un sens générique qui supprime toutes les sensibilités qu'elle est censée recouvrir. Le pari des concepteurs de mélanger jardins partagés et jardins ouvriers n'est pas gagné. Ce qui est en jeu, c'est aussi la connaissance du passé du site : comment transformer un parc créé sur un ancien site industriel en un lieu de mémoire caractérisé par la présence immatérielle de ce qui a été vécu sans qu'il subsiste vraiment de trace architecturale remarquable ? En l'occurrence, cet héritage n'est pas à chercher dans un objet insigne du paysage (bâti, cheminée, etc.), il est potentiellement présent sous les pieds mêmes des jardiniers, à savoir le sol qu'ils cultivent.

Le sol de l'écoquartier : quel héritage ?

- 30 Le jardin est la culture de l'esprit et celle du sol ; les deux sont indissociables, et jardiner, historiquement, consiste à confronter son intelligence avec celle de la nature. Le potager entretient parfaitement ce lien. Il est aussi le plus beau prétexte à mieux nous connaître et à se reconnaître pleinement « Terrien »²⁴. Ce renforcement pourrait s'accompagner d'une nouvelle lecture des jardins qui intègre mieux les interactions des plantes avec leur environnement. Mais, dans le cas présent, de quelle nature et surtout de quel sol parlons-nous ?
- 31 Les caractéristiques du sol sont souvent mal connues car les données qu'il serait nécessaire d'avoir pour les qualifier manquent ou sont lacunaires. Celles-ci sont de surcroît peu vulgarisées. Pourtant, ces sols conditionnent la qualité des ressources nourricières. Face à ces enjeux de santé publique qui émergent de plus en plus dans l'espace public²⁵, il importe de mieux connaître les trajectoires éco-historiques des lieux et de reconstituer le plus précisément possible l'histoire d'un site qui est aussi celle de chantiers où de la terre végétale a été importée. Ce sol dont l'origine n'est pas toujours évidente à déterminer constitue le support à partir duquel prend place l'activité jardinière. Si sa qualité agronomique demande des savoirs qui sont diffusés par les associations de jardiniers, son caractère « sain » ou pollué est beaucoup plus difficile à apprécier car cela demande des analyses physico-chimiques en laboratoire dont l'interprétation est l'affaire de spécialistes. Ce besoin de connaissances pose question quand on sait que les écoquartiers représentent en théorie la caution d'un mode de vie sain associé aux vertus curatives de la Nature. Le label « ÉcoQuartier » met les habitants en position d'acteurs de leur cadre de vie et les citoyens ont aussi de fortes attentes en matière de qualité urbaine, de santé et de bien-être²⁶. Cependant, la qualité du sol, son histoire, ses caractéristiques physico-chimiques, l'importance de la dépollution du site ou son traitement et l'origine des terres rapportées restent des sujets peu diffusés. De plus, ce complexe vivant est complètement fabriqué – comme dans le cas présent –, et son fonctionnement est mal connu car il n'y a pas à l'état naturel d'équivalent qui pourrait servir de modèle.
- 32 Lorsque les données manquent, une suspicion peut naître et remettre en cause les engagements de la charte et la concrétisation des ambitions de départ. Or, une meilleure connaissance du sol et de la « terre végétale » d'apport est indispensable dans l'optique du jardinage urbain.
- 33 Le passé industriel du site ne devrait-il pas devenir un sujet de discussion afin qu'une véritable conscientisation de cette histoire permette à chacun de mieux saisir la réalité des enjeux présents ? Les activités polluantes du site ont pu rester dans les mémoires collectives mais seuls quelques-uns de ces jardiniers ont un rapport intime au territoire et à sa mémoire. Ceux qui ont travaillé à l'époque industrielle ont construit un rapport familier avec les risques liés à la pollution ; leur rapport quotidien à un environnement industriel pollué ne les a pas sensibilisés à la pollution de la même manière que les nouveaux arrivants qui ne connaissent pas ce passé²⁷. On mesure aussi que les anciens jardiniers n'ont jamais été alertés sur les risques liés au jardinage dans un environnement pourtant pollué... L'enjeu est bien de prendre la mesure de l'héritage du sol qui garde en mémoire tous les usages délétères passés et cette pratique de jardinage, dans un mouvement à la fois complexe et contradictoire. Car reconnaître l'importance de la

pollution industrielle d'hier, c'est raviver l'impact de l'exposition passée (qui ne semble pas avoir été signalée publiquement) et questionner l'opération d'aménagement réalisée sur de nombreux points : a-t-on réellement dépollué tout ce site, compte tenu du coût financier très important que cela représente ? S'est-on contenté de recouvrir la pollution existante par l'apport de terres ? D'où provenaient ces terres d'apport et quelle était leur qualité ?

- 34 Expérimenter peut consister à rechercher des solutions durables pour vivre harmonieusement ensemble et gérer le vivant avec un objectif de qualité qui soit partagé par le plus grand nombre. Puisque la qualité de la nature est *res nullius* (ce qui n'appartient à personne mais qui est néanmoins appropriable), les phénomènes complexes dont elle résulte traversent les champs de responsabilité publique et privée²⁸. En ce sens, les responsabilités en cas de contamination des sols de jardins viennent d'être explicitées dans un document synthétique qui montre un régime fort complexe d'obligations pour la collectivité, le jardinier, l'association et même l'expert²⁹.

Conclusion

- 35 Force est de constater que l'intention des aménageurs ne suffit pas à faire lieu au sens de la co-présence³⁰. Bien que le parc des Docks de Saint-Ouen soit une réussite sur le plan architectural et paysager avec la reconstitution d'une trame urbaine renaturée, le site apparaît comme un modèle d'aménagement déterritorialisé où la mixité sociale peine à émerger. Certes, l'écoquartier a créé des espaces de rencontre et a généré des échanges sous l'impulsion de la collectivité. Celle-ci oriente un discours sur l'écologie bienfaisante mais impose aussi sa manière de faire en définissant des usages ou en attribuant des parcelles de façon autoritaire. Dans ces conditions, la défiance envers l'autre l'emporte sur le lien social et les usagers s'adaptent à ce que la collectivité leur offre en respectant les règles telles qu'elles sont édictées dans tout projet labellisé. Cette situation, laissant peu de place à la fantaisie et aux initiatives des usagers, rend le site très fonctionnel mais peu vivant. Tout est prévisible et rien n'est laissé à l'imaginaire ou à la capacité qu'ont les gens de fabriquer eux-mêmes leur propre environnement. Ne pourrait-on pas émettre l'hypothèse que le projet d'aménagement est réussi si les usagers détournent l'usage initial du site pour se l'approprier en créant de nouveaux usages ? Or, au moment de l'enquête, on constate plutôt un repli sur l'entre-soi, sans création significative de nouvelles alliances. D'autres distances se recréent, donnant l'image d'un parc où différents usages se juxtaposent sans qu'émerge la mixité annoncée. Ne faudrait-il pas laisser les gens décider avec qui ils souhaitent jardiner, sachant qu'il s'agit d'une activité marquée par un fort investissement personnel et sensible ? Si les jardiniers partagent mieux avec des personnes avec lesquelles ils ont en commun au préalable idées/cultures/centres d'intérêt, est-il possible de dépasser une certaine forme d'entre-soi ? Le jardin associe une vision large, infinie du paysage, à celle précise du carré de terre : il est non seulement le révélateur de sensibilités qui relient plus secrètement les hommes mais aussi un levier pour expérimenter le goût partagé de la nature et l'art de mettre en scène le vivant. Ne pourrait-on pas faire de ces jardins collectifs des lieux d'expérimentation collective en communiquant dans le plaisir et par le jeu sur ce qui fait une pratique, sur l'inventivité et les savoir-faire du jardinier, sur les liens affectifs que chacun développe avec la terre ? L'identité du jardinier se construit avec les autres et le jardin est aussi un espace ouvert où les rêves dépassent la dimension simplement nourricière du lopin de

terre. La question de la temporalité a bien sûr aussi son importance car il faut du temps pour que le jardin rassemble et devienne un terreau pour des projets partagés. L'enquête a été réalisée à l'ouverture du parc, il serait intéressant de suivre l'évolution des usages et le comportement de tous les usagers.

- 36 La renaturation du parc soulève la question de la mémoire des lieux : mémoire des jardiniers ouvriers attachés à l'histoire de l'activité industrielle qu'ils ont exercée, bien éloignée des activités actuelles de bureau. Cette distance sociale se traduit, comme on l'a vu, par un usage fort différent du parc : jardin pour les premiers, lieu de pique-nique pour les seconds sur des tables prévues à cet effet par l'aménageur, sans lien entre ces deux mondes. Là aussi, la logique fonctionnelle ne permet pas de patrimonialiser un lieu où la question du patrimoine n'est pas prioritaire. Les indications informant le public du paysage tel qu'il existait avant l'écoquartier ne sont pas légion et la culture des anciens n'entre pas vraiment en dialogue avec celle des nouveaux arrivants.
- 37 La mémoire du lieu a toutefois été retraduite dans l'aménagement du site et la configuration des jardins actuels. Le combat des jardins ouvriers a été entendu mais la réponse a été adaptée à l'idée que les gestionnaires se font des jardins collectifs (péri)urbains en créant une ouverture spatiale et humaine vers un public autre que celui des ouvriers de l'usine et sans que l'histoire industrielle ne soit vraiment explicitée car elle fait potentiellement problème. Relier les jardins ouvriers implantés sur un important site industriel comme celui-ci, c'est ouvrir la boîte de Pandore de ce sol et de son aptitude à recevoir des cultures alimentaires, question peu posée à l'époque. Plus largement, de ces opérations d'aménagement surgit la question de la qualité physico-chimique des sols, prise entre mémoire (du sol) et amnésie socio-technique³¹, conduisant à celle de la pertinence de la reconversion des terres périphériques de Paris (et plus largement des grandes villes) si on ne prend pas suffisamment en compte le passé et parfois le passif de la longue histoire (industrielle, maraîchère et des remblaiements successifs) qui les ont façonnées. Paradoxalement, le « vivre ensemble » ne consisterait-il pas à mieux comprendre d'où l'on vient et dans quel dessein un collectif pourrait mobiliser la problématique environnementale dans toute sa complexité sans ignorer les traces laissées dans le sol par le passé du site (maraîcher, industriel et urbain)³² ?

BIBLIOGRAPHIE

BAUDELET, L. « Pollution et risque alimentaire dans les jardins partagés franciliens ». *Revue d'ethnoécologie*, 8, 2015.

BERTHIER, N. *Éco-quartier de Saint-Ouen. Jardins partagés, familiaux et participation citoyenne*, Cerema, projet de recherche ANR JASSUR « Jardins associatifs urbains : pratiques, fonctions et risques », 2016, 20 p.

DONADIEU, P. *Sciences du paysage. Entre théories et pratiques*. Paris : Lavoisier, 2012.

DONADIEU, P., RÉMY, É. « Les sols peuvent-ils devenir des biens communs ? ». *Natures Sciences Sociétés*, 2016, 24, p. 261-269.

ERNWEIN, M. « Renouveau des jardins : clés pour un monde durable ? ». *Natures Sciences Sociétés*, Colloques et documents : compte rendus, 2013, 21, p. 436-444.

GRENET, M., RÉMY, É., CAVANESE, M., BERTHIER, N. « Des jardiniers à l'épreuve du sol urbain. L'exemple de jardins collectifs en France ». *Projets de paysage*, 2016, n° 13, URL : http://www.projetsdepaysage.fr/fr/des_jardiniers_l_preuve_du_sol_urbain

MICHELIN, Y. « Le paysage dans un projet de territoire : quelques pistes pour une démarche de médiation paysagère ». Dans DROZ, Y., MIEVILLE-OTT, V. (dir.). *La polyphonie du paysage*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2005, p. 143-177.

PETIT-BERGHEM, Y. *Écologie et paysage. Réinterroger le vivant*. Paris : UPPR Éditions, 2016 http://www.uppreditions.fr/livre/978-2-37168-064-7_ecologie-et-paysage-reinterroger-le-vivant/

NOTES

1. - L'attribution du label « ÉcoQuartier » est l'occasion pour le ministère du Logement, de l'Égalité des territoires (actuellement de la Cohésion des territoires) de valoriser les opérations exemplaires qui, partout en France, permettent aux habitants de vivre dans des quartiers conçus selon les principes du développement durable.
2. - Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAURIF). « Redécouvrir la nature en ville ». *Les carnets pratiques du SDRIF*, 2015, n° 6, 2015. Voir sur le site : https://www.iau-idf.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_1207/cp6_web.pdf [consulté le 25/10/2018].
3. - CANAVESE, Marine. *Jardins associatifs urbains sur sites et sols pollués : quelle gouvernance en Île-de-France ?* Saint-Quentin-en-Yvelines : Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines/Cerema, 2013 ; DEMAILLY, Kaduna-Ève. « Les jardins partagés franciliens, scènes de participation citoyenne ? ». *ÉchoGéo* [En ligne], 27 | 2014, mis en ligne le 20 mars 2014, consulté le 1^{er} octobre 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/13702> ; DOI : 10.4000/echogeo.13702.
4. - Selon la loi du 26 juillet 1952 : « sont considérés comme jardins familiaux, au regard de la présente loi, les parcelles de terre que leurs exploitants cultivent personnellement, en vue de subvenir aux besoins de leur foyer, à l'exclusion de tout usage commercial ». Ils étaient autrefois dénommés jardins ouvriers.
5. - Soit « un jardin conçu, construit et cultivé collectivement par les habitants d'un quartier ou d'un village », <http://jardins-partages.org/>, site Internet du réseau des jardins partagés, le Jardin dans Tous ses États [consulté le 25/10/2018].
6. - DUBOST, Françoise. *Les Jardins ordinaires*. Paris : L'Harmattan, 1997 ; WEBER, Florence. *L'Honneur des jardiniers : les potagers dans la France du XX^e siècle*. Paris : Belin, 1998.
7. - GAUDANT, Nathalie. « La mixité sociale : objectif ou résultat des projets de rénovation urbaine ? ». *Métropolitiques*, 7 janvier 2013. Voir le site : <http://www.metropolitiques.eu/La-mixite-sociale-objectifou.html> [consulté le 25/10/2018]. SEGAUD, Marion, BRUN, Jacques, DRIANT, Jean-Claude (dir.). *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*. Paris : A. Colin, 2003.
8. - AITEC (Association internationale de techniciens, experts et chercheurs ; « association de solidarité internationale engagée pour la justice économique, sociale et écologique ») « Contribution des chercheurs à Habitat II-1995 », publié en ligne le 9 mars 2007, voir le site : [Contribution des chercheurs à Habitat II - 1995](#) [consulté le 25/10/2018].
9. - Sur notre cas d'étude, quelles relations entre anciens/nouveaux habitants, anciens/nouveaux employés Alstom, entre anciens et nouveaux jardiniers qui se distinguent notamment par l'âge, la nationalité, le statut professionnel, les revenus et, comme nous le verrons, par la manière de concevoir leur jardin.
10. - Haute qualité environnementale.

11. - Modèle de courrier valant convention entre la mairie et le jardinier.
12. - D'autres types de jardins partagés sont présents sur le site mais non analysés ici : des parcelles pour des associations locales, d'autres pour la mairie et les scolaires et enfin une parcelle réservée aux nouveaux habitants de l'écoquartier.
13. - Ce projet a fait entre 2004 et 2009 l'objet de controverses qui ne peuvent pas être décrites ici.
14. - Les jardins ouvriers sur du foncier privé.
15. - DUBOST, Françoise. « Introduction générale : évolution sociologique et questions de sémantique » [document électronique]. Dans HALGAND, Nathalie, WEILL, Joëlle et BAUDELET, Laurence. *Du jardin ouvrier au jardin partagé : un rôle social et environnemental*. Paris : Bibliothèque de l'INP, 2007, n° 4, p. 5. Voir sur le site : <http://www.inp.fr/content/download/4134/26026/file/Jardins%20ouvriers%202009.pdf> [consulté le 10 mars 2018].
16. - Notons également que le jardin n'est pas un lieu équivalent pour tous les participants puisque l'implication et l'influence sur le devenir du projet varient d'un jardinier à l'autre.
17. - BAUDRY, Sandrine, SCAPINO, Julie et RÉMY, Élisabeth. « L'espace public à l'épreuve des jardins collectifs à New York et Paris ». *Géocarrefour*, 2014, 89/1-2, p. 41-51.
18. - DOUAY, Francis, ROUSSEL, Hélène, PRUVOT, Christelle et WATERLOT, Christophe. « Impact of a smelter closedown on metal contents of wheat cultivated in the neighbourhood ». *Environmental, Science and Pollution Research*, 2008, 15-2, p. 162-169.
19. - RÉMY, Élisabeth, DOUAY, Francis, CANAVESE, Marine, LEBEAU, Thierry, BERTHIER, Nathalie, BRANCHU, Philippe, PINTÉ, Émilie. *Jardins collectifs urbains et contaminations des sols : quels enjeux en termes d'évaluation et de gestion des risques ?* Versailles : ENSP, 2015. Voir aussi la plateforme de recherche Topia de l'ENSP : <https://cloud.topia.fr/index.php/s/B3GMYyN0HVtXCGC#pdfviewer> [consulté le 25/10/2018].
20. - TOZZI, Pascal. « Ville durable et marqueurs idéologiques d'un « néo-hygiénisme » ? Analyse des discours de projets d'écoquartiers français » [document électronique]. *Noroi*, n° 227, 2, p. 97-113 [En ligne] URL : <http://noroi.revues.org/4700> [consulté le 02/10/2017].
21. - À titre d'exemple voici les premières lignes de la convention associant certains ingénieurs avec la mairie de Paris : « Les deux parties AgroParisTech et la mairie de Paris entendent ainsi continuer à promouvoir, dans leurs domaines de compétence respectifs, l'agriculture urbaine à Paris auprès des différents acteurs et porteurs de projets. »
22. - CHALMANDRIER, Maud, CANAVESE, Marine, PETIT-BERGHEM, Yves et RÉMY, Élisabeth. « « L'agriculture urbaine » concept scientifique ou modèle d'action ? Une notion mise à l'épreuve par le jardinage et le sol urbains ». *Géographie et cultures*, 2017, numéro spécial « Cultiver la ville : de la diversité des pratiques et des formes d'appropriation citoyennes » (dir. Florence Brondeau), 2017, n° 101, p. 119-138.
23. - TOZZI, Pascal et D'ANDREA, Nicolas. « Écoquartiers français et jardins collectifs : actualité et perspectives » [document numérique]. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n° 2, septembre 2014 [En ligne] URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/15031> [consulté le 22/01/2018].
24. - CLÉMENT, Gilles, LONSDALE, Michael, PELT, Jean-Marie et SCHEYDER, Patrick. *Des jardins et des hommes*. Montrouge : Bayard, 2016.
25. - CANAVESE, Marine, RÉMY, Élisabeth, DOUAY, Francis, BERTHIER, Nathalie. « Entre mémoire des sols et amnésie sociale : l'émergence de la dimension socio-politique de la qualité des sols de jardins collectifs urbains ». Dans BOURDEAU-LEPAGE, Lise (dir.). *Nature en ville, Désirs & controverses*. Sarrant : La Librairie des territoires, 2017, p. 88-96.
26. - Extrait de la communication orale donnée par Franck Faucheux intitulée « La prise en compte des modes d'Habiter dans l'évaluation des projets d'ÉcoQuartier ». Cette communication s'est tenue lors de la journée d'étude « L'implication des habitants dans les projets d'écoquartiers

en France : quelles pratiques, quelles perspectives ? » organisée à l'École nationale supérieure d'architecture Paris-Val de Seine le 18 septembre 2012.

27. - BAUDELET, Laurence. « Pollution et risque alimentaire dans les jardins partagés franciliens ». *Revue d'ethnoécologie*, 2015, n° 8, p. 1-11.

28. - Voir BOURG, Dominique et PAPAUX, Alain (dir.). *Dictionnaire de la pensée écologique*. Paris : PUF, 2015, p. 12-14.

29. - BILLET, Philippe. « Pollution du sol des jardins collectifs, quelles responsabilités ? ». Site *POLLUSOLS*, 2017, <http://www.osuna.univ-nantes.fr/groupe-de-travail-risques-lies-aux-jardins-collectifs-et-privatifs-urbains--2113558.kjsp?RH=1504077686051> [consulté le 25/10/2018].

30. - RETAILLÉ, Denis. *Le Monde du géographe*. Paris : Presses de Sciences Po, 1997.

31. - Voir CANAVESE, Marine, RÉMY, Élisabeth, DOUAY, Francis, BERTHIER, Nathalie. « Entre mémoire des sols et amnésie sociale : l'émergence de la dimension... ». Art. cit.

32. - Présentation des auteurs : Nathalie Berthier (Cerema), Dter Île-de-France, chargée d'étude environnement-urbanisme.

Marine Canavese (socio-historienne), université Lyon 2, Centre Max Weber, mène une thèse sur l'approche socio-historique de la pollution des sols.

Élisabeth Rémy (sociologue, INRA-Agroparistech) HDR géographie, travaille sur la gouvernance et l'expertise des sols de jardins collectifs urbains contaminés.

Nathalie Berthier, Marine Canavese et Élisabeth Rémy ont participé notamment au projet Jassur (Jardins associatifs urbains : pratiques, fonctions, risques) retenu par l'Agence nationale de la recherche (ANR) Villes et bâtiments durables (2013-2016). Ce travail a reçu l'aide financière de l'ANR (projet de recherche Jassur, ANR-12-VBUD-0011).

Yves Petit-Berghem (géographe au LAREP, Laboratoire de Recherche En Projet de paysage) a exercé plus de 20 ans dans plusieurs universités françaises (Lille, Arras, Caen) avant d'être recruté professeur en septembre 2014 à l'École nationale supérieure de paysage de Versailles. Ses activités de recherche portent sur les relations entre l'écologie, les paysages, et l'action publique avec la direction d'une thèse portant sur les modalités de l'écologisation de la pratique des paysagistes-concepteurs français.

RÉSUMÉS

Le territoire des Docks à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) est historiquement lié à son passé industriel. Les activités passées du site étaient principalement liées à la production de piles et de stockage d'hydrocarbures. Aujourd'hui, un des enjeux majeurs est le renouvellement urbain des anciennes emprises industrielles. Fin 2013, un éco-quartier reliant le centre-ville à la Seine a eu pour objectif de donner au site un nouvel avenir tenant compte de son héritage historique. Ce projet s'est concrétisé par la création d'un parc de 12 ha en bordure de la Seine ; d'anciennes friches ont été réhabilitées en zones de circulation douce, espaces de rencontre et de culture, mais aussi lieux de pratiques éducatives et de partage liées au jardinage. L'activité de jardinage au sein du parc, nommé « l'île des partages », prend appui sur d'anciens jardins ouvriers hérités du passé industriel et sur des formes plus récentes de jardin partagé confiées à des associations diverses, des établissements publics, et surtout à de nombreux jardiniers sur des parcelles collectives de quelques m². L'enjeu principal est de faire cohabiter divers types d'activités de jardinage dans un lieu chargé d'histoire où resurgit la question de la pollution du sol, diversement appréhendée par les divers acteurs en présence. Se pose aussi la question de

l'implication des acteurs face à l'émergence de nouveaux projets portés par la collectivité soucieuse de faire de ces jardins un bien commun ouvert à tous. Face aux stratégies de repli et parfois de non-partage, la municipalité s'efforce d'accompagner l'appropriation citoyenne de la nature en ville, encourage la gestion collective d'espaces publics et valorise les savoir-faire liés à l'histoire des lieux. À quelles conditions parvenir à la reconnaissance patrimoniale de ces différents jardins ? Quel héritage prendre en compte ? Ces jardins peuvent-ils constituer un bien commun transmissible aux générations futures ? Tels seront les questions et les enjeux que cet article se propose d'analyser.

The docklands park at Saint-Ouen, a suburb to the north of Paris in the Seine-Saint-Denis department, is intimately associated with the place's industrial history. In recent decades, the industrial activities were essentially comprised of battery production and an oil storage depot. Today, one of the major issues is the urban renewal of these former industrial spaces. The creation in 2013 of a new 'eco-district' linking the centre of Saint-Ouen to the river Seine aimed at giving this territory a new future without turning its back on its historic heritage. The project involved the creation of a twelve-hectare park along the banks of the Seine. Industrial brownfield sites have been rehabilitated into zones of circulation for cyclists and pedestrians, with spaces for meetings, for culture and for educational practices and sharing, associated with gardening. The gardening activities within the park, baptised the island of sharing ('île des partages'), are based on the presence of former workers' allotment gardens dating back to the suburb's industrial heyday, associated with more recent forms of community gardens run by various associations, by public bodies and, above all, by individual gardeners, each cultivating a few square metre of the collective gardens. The difficulty is the cohabitation of these different types of gardening activity in a place already charged with history and where the question of the pollution of the soil is more or less properly understood by the different stakeholders. Another question concerns the involvement of the individual gardeners confronted with new projects supported by the local authorities which are anxious to keep these gardens as a common property, open to all. Confronted itself with strategies of withdrawal and reluctance to share, the local authorities are trying to encourage the civic appropriation of nature in the city, to encourage the collective management of public spaces and to reinforce the skills and know-how associated with the history of the place. What can be done to ensure the recognition of the heritage value of these different gardens? What kind of heritage should be recognised? Can these community gardens become a shared asset that can be passed on to future generations? These are some of the questions that the article looks at.

INDEX

Mots-clés : jardin, jardiniers, patrimoine, héritage, bien commun

Keywords : garden, gardeners, heritage, legacy, shared property

AUTEURS

ÉLISABETH RÉMY

Ingénieur de recherche, sociologue, INRA-Agroparistech, Paris. UMR Sad-Apt, équipe Proximités
elisabeth.remy@agroparistech.fr

MARINE CANAVESE

Doctorante, université Lyon-2, Centre Max Weber m.canavese@yahoo.fr

NATHALIE BERTHIER

Chargée d'étude environnement-urbanisme, Cerema, Dter Île-de-France
nathalie.berthier@cerema.fr

YVES PETIT-BERGHEM

Professeur, École nationale supérieure de paysage (ENSP – site de Versailles). Laboratoire de
Recherche En Projet de paysage (LAREP) y.petitberghem@ecole-paysage.fr